



HAL
open science

La transition de 1978 en Bolivie

Sebastian Urioste Guglielmono

► **To cite this version:**

Sebastian Urioste Guglielmono. La transition de 1978 en Bolivie. Les Études du CERI, 2019, 239-240, pp.47 - 51. 10.25647/etudesduceri.239-240.09 . hal-03471486

HAL Id: hal-03471486

<https://sciencespo.hal.science/hal-03471486>

Submitted on 8 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

La transition de 1978 en Bolivie

par Sebastián Urioste

La rapidité étonnante avec laquelle les grèves de la faim de 1978 accélèrent la fin de la dictature militaire de Hugo Banzer et amorcèrent la transition démocratique en Bolivie requiert d'être analysée à l'aune du caractère à la fois autoritaire et précaire de son gouvernement.

Le Banzerato (1971-1978)

Le premier gouvernement de Hugo Banzer¹ inaugura une série de coups d'Etat militaires orchestrés tout au long des années 1970 en Amérique latine afin d'empêcher l'accès au pouvoir des mouvements et partis réformistes de gauche susceptibles de remettre en cause le capitalisme. Son caractère exceptionnellement répressif conjugué à ses ambitions en termes de développement économique le classent parmi les « Etats terroristes » de l'époque².

Ce nouveau régime militaire fut la réponse au gouvernement progressiste éphémère et accidenté du général Juan José Torres (octobre 1970-août 1971) qui avait publiquement proposé la moitié des ministères de son cabinet à la plus grande organisation syndicale socialiste, la Centrale ouvrière bolivienne (COB), tout en prônant l'intervention de l'Etat dans une économie mixte et la restriction des capitaux étrangers³. En janvier 1971, une première tentative de coup d'Etat menée par le colonel Banzer fut déjouée par la convocation à une grève générale et l'arrivée à La Paz de travailleurs des mines armés de fusils. En juin de cette même année, une « assemblée populaire » se réunit dans l'hémicycle de la Chambre des députés. « Organe de pouvoir populaire » opposé au « Parlement bourgeois », cette assemblée composée de représentants de syndicats et de partis de gauche proclama quelques jours plus tard qu'elle se constituait en « direction et centre unificateur du mouvement anti-impérialiste », dirigé par le « prolétariat » et avec pour finalité « la libération et l'instauration du socialisme en Bolivie »⁴. Parallèlement, à la fin du mois de juillet, une « avant-garde militaire du peuple » proclama la nécessité de créer une « armée du peuple », commandée par les sous-officiers et les sergents en service actif⁵. Cet appel fut décisif pour convaincre les militaires boliviens de renverser un des leurs et pour obtenir le soutien de partis politiques pourtant viscéralement ennemis. Ainsi, Banzer prit la tête d'un nouveau gouvernement au nom d'un Front populaire nationaliste (FPN) composé des forces armées et de deux partis nationalistes, le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) de Víctor Paz Estenssoro et la Phalange socialiste bolivienne (FSB)⁶.

¹ Hugo Banzer Suárez fut élu président de la république de Bolivie en 1997 par le Parlement, après avoir obtenu la majorité des voix (20,9 % des suffrages exprimés) aux élections présidentielles.

² O. Dabène, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2016, pp. 156-158.

³ Le gouvernement du général Juan José Torres est souvent associé aux gouvernements militaires qualifiés de « progressistes » de cette période, tels que ceux de Juan Velázquez Alvarado au Pérou, du général Guillermo Rodríguez Lara en Equateur et du général Omar Torrijos Herrera au Panama.

⁴ J. Dunkerley, *Rebelión en las venas*, La Paz, Plural, 2003, p. 241.

⁵ G. Prado, *Poder y fuerzas armadas (1949-1982)*, La Paz, Los Amigos del libro, 1984, p. 322.

⁶ Le MNR dirigea le coup d'Etat du 9 avril 1952. Cet événement précipita la défaite de l'armée et la « révolution

Très rapidement, une série de décrets établirent un cadre juridique spécifique pour traiter des délits politiques, notamment le rétablissement de la peine de mort en cas de participation à des guérillas⁷, ainsi que la détention illimitée pour toute atteinte « à la tranquillité, l'ordre public et la sécurité de l'Etat »⁸. Un des pics de la répression advint à la fin de l'année 1972, quand le gouvernement dévalua le peso bolivien de 67 % pour obtenir un prêt de la part du Fonds monétaire international (FMI)⁹. Afin de contrecarrer les inévitables protestations qui ne manqueraient pas de s'ensuivre – aucune dévaluation n'avait eu lieu en quatorze ans – le colonel Banzer décréta l'état de siège dès le 22 novembre¹⁰. Quatre mois plus tard, en mars 1973, une loi de sécurité de l'Etat fut rétablie afin de « consolider le processus de développement »¹¹.

Si le mécontentement général fut temporairement maîtrisé, il n'en alla pas de même au sein du FPN. En août 1973, un groupe appartenant à la FSB tenta, sans succès, d'organiser un mouvement subversif à Santa Cruz. Par ailleurs, le coup d'Etat contre Salvador Allende au Chili en septembre de cette même année avait incité une partie des forces armées à suivre la tendance des pays voisins qui consistait à instaurer des dictatures exclusivement militaires¹². En définitive, les mésententes concernant les élections prévues en 1974 conduisirent le MNR et le FSB à quitter officiellement le gouvernement.

En janvier 1974, le gouvernement, politiquement affaibli, décréta la réduction des subventions publiques à un éventail de produits de première nécessité afin de réaliser des économies. Contestées par des grèves et des marches de protestation, ces mesures furent surtout combattues dans la vallée de Cochabamba par des paysans qui n'avaient reçu aucun bon d'achat et se voyaient interdits d'augmenter leurs prix sur les marchés¹³. Ces derniers occupèrent des autoroutes en signe de protestation, ce qui fut assimilé à des activités subversives et déclencha l'instauration d'un autre état de siège, suivi d'un assaut combiné d'avions de chasse et de véhicules blindés. Connue sous le nom de « massacre de la Vallée », cette opération marqua la fin du « pacte militaire-paysan » initié par le général Barrientos en 1964¹⁴.

nationale » dont les principales caractéristiques furent une réforme agraire et la nationalisation des mines des trois « barons » de Bolivie qui, ensemble, produisaient un quart de l'étain du monde. La principale opposition au MNR issue des classes moyennes s'organisa autour de la Phalange. Avant le coup de 1971, le MNR et la Phalange se considéraient comme des ennemis irréductibles. Voir S. Urioste, « Aux sources du coup d'Etat de 1964 en Bolivie », in Opalc, *Amérique latine. L'année politique 2014/Les Etudes du CERI*, n° 207-208, 2015, pp. 47-48.

⁷ Décret-loi n° 9980 du 5 novembre 1971.

⁸ Décret n° 10295 du 2 juin 1972.

⁹ J. Dunkerley, *Rebelión en las venas*, op. cit., p. 260.

¹⁰ Après le coup d'Etat du 21 août, qui se solda par la mort de quatre-vingt-dix-huit personnes rien qu'à Santa Cruz, les organisations de défense des droits humains estiment qu'entre octobre 1971 et décembre 1972, deux cents personnes furent exécutées, 14 750 furent emprisonnées et 19 140 durent s'exiler (Voir J. Dunkerley, *Rebelión en las venas*, op. cit., pp. 246 et 259).

¹¹ G. Prado, *Poder y fuerzas armadas (1949-1982)*, op. cit., p. 350.

¹² *Ibid.*, pp. 358-359.

¹³ J.-P. Lavaud, *L'Instabilité politique de l'Amérique latine. Le cas de la Bolivie*, Paris, L'Harmattan/IHEAL, 1991, p. 192.

¹⁴ Après avoir mis fin à la « révolution nationale » par un coup d'Etat en 1964, le général René Barrientos sut allier les syndicats paysans à son gouvernement afin de contrecarrer les mobilisations des ouvriers des mines et l'opposition émanant des classes moyennes. Voir S. Urioste, « Aux sources du coup d'Etat de 1964 en Bolivie », art. cité.

L'indignation qu'elle suscita conduisit le gouvernement à entreprendre des pourparlers avec le général Augusto Pinochet, président non élu du Chili, autour de la question maritime¹⁵. En avril 1974, un document du haut-commandement bolivien conclut que l'ajournement indéfini des élections prévues en 1975 serait une façon de garantir une trêve politique, assurant ainsi la bonne tenue des négociations avec le Chili¹⁶. Les protestations qui suivirent ces déclarations poussèrent le président Banzer, devenu général dans l'intervalle, à prolonger l'état de siège instauré en janvier.

En novembre 1974, un nouveau mouvement insurrectionnel de la Phalange, cette fois appuyé par le régiment d'élite Manchego, poussa le président Banzer à décréter l'état de siège dans toute la Bolivie et à commander personnellement la contre-attaque. Dans le « Statut de gouvernement » qui suivit ces opérations, le gouvernement assumait explicitement et par décret la responsabilité politique, administrative et gouvernementale des forces armées jusqu'en 1980 et déclina une palette de mesures afin de stimuler le « développement économique et social » du pays et consolider sa « sécurité interne et externe »¹⁷. Le chapitre « social » de ce décret disposait que le gouvernement pouvait désormais recruter n'importe quelle personne à travers un service civil obligatoire et la placer sous juridiction militaire. Les quatre derniers articles spécifiaient sa dimension coercitive : toute « activité politique ou de prosélytisme » était désormais interdite, et les directions des « entités patronales, syndicales, professionnelles, corporatives, étudiantes et universitaires » ainsi que toutes les « organisations et institutions publiques ou privées » qui se consacraient à des « tâches différentes de celles qui leur correspondaient » ou à des « activités d'ordre politique » seraient sanctionnées.

En juin 1976, le corps de l'ancien président Juan José Torres fut retrouvé à cent kilomètres de Buenos Aires, capitale où il vivait exilé depuis le coup d'Etat de 1971. Son assassinat fut immédiatement imputé à Banzer. Les manifestations de rejet et de deuil se propagèrent, particulièrement dans le campement minier de Siglo XX, épice de l'activité syndicale, et déclenchèrent un nouvel état de siège afin d'éradiquer les éléments subversifs portant préjudice au « plan quinquennal de développement »¹⁸. Six districts miniers furent déclarés « zones militaires », neuf cent cinquante ouvriers licenciés et plusieurs dirigeants exilés¹⁹.

Une fin précipitée

Ce préambule sur le Banzerato était nécessaire pour comprendre les circonstances dans lesquelles eurent lieu les grèves de la faim de 1978. Ainsi, l'essoufflement progressif de la présidence Banzer est autant lié aux diverses oppositions de la société civile et des syndicats qu'à l'émiettement de sa coalition de gouvernement. Une fois que le pacte unissant les forces

¹⁵ A la fin du XIX^e siècle, la Bolivie perdit son accès à l'océan Pacifique après un conflit avec le Chili.

¹⁶ G. Prado, *Poder y fuerzas armadas (1949-1982)*, op. cit., pp. 367-368.

¹⁷ Décret suprême n° 11947 du 7 novembre 1974.

¹⁸ Décret n° 13641 du 9 juin 1976.

¹⁹ J. Dunkerley, *Rebelión en las venas*, op. cit., pp. 285 et 293.

armées et les syndicats paysans fut rompu et que l'alliance avec le MNR et la FSB fut brisée, sa marge de manœuvre et ses relais en dehors de l'armée furent considérablement réduits.

A ce constat, il convient d'ajouter deux éléments capitaux. En premier lieu, si le régime militaire de Hugo Banzer est souvent classé parmi les puissants et ambitieux « Etats terroristes » des années 1970, les forces armées boliviennes ne constituaient pas un monolithe, et l'autorité du président n'était pas incontestée. Comme le fait remarquer Jean-Pierre Lavaud :

« Quand le général Hugo Banzer Suárez prend le pouvoir le 21 août 1971, l'armée est déjà installée au gouvernement depuis le 5 novembre 1964. Les coups d'Etat successifs qui l'ont agitée ont clairement montré qu'elle était divisée : clivages organisationnels traditionnels, d'armes, de génération, de promotion ; coupures entre les militaires des casernes et ceux qui ont des postes à responsabilité accusés de s'enrichir illicitement, ou de réprimer abusivement ; différends idéologiques qui opposent les nationalistes aux libéraux, et les constitutionnalistes aux partisans du maintien de l'armée à la tête du pays. La durée du gouvernement de Hugo Banzer incline à penser qu'il a réussi à réaliser au moins un semblant d'unité au sein des forces armées. En fait il n'en est rien. Les épurations d'officiers rivaux de haut rang et les tentatives réitérées de coup d'Etat en sont les signes les plus visibles. »²⁰

Ainsi, Hugo Banzer dut rapidement écarter nombre de concurrents dans les rangs des forces armées, souvent en les faisant assassiner²¹. Cependant, c'est la négociation entamée avec le Chili autour de la question maritime qui renforça son opposition interne : les tractations avec Pinochet échouèrent et la possibilité même d'un troc territorial émut nombre d'officiers²², à tel point que Banzer renonça à se présenter aux élections.

Le second point qui mérite d'être souligné est la forte dépendance du gouvernement Banzer à l'égard des Etats-Unis. Si le coup d'Etat de 1971 fut soutenu par le président Nixon, l'élection de Jimmy Carter en 1977 marqua un tournant. En effet, en plaçant les droits humains au centre de sa politique étrangère, le nouveau président américain contraignit le président bolivien à hâter les élections générales prévues pour 1980 par le Statut de gouvernement. Décision fut prise que le vote aurait lieu en 1978 et que son dauphin, le général Juan Pereda Azbun, ministre de l'Intérieur, serait le candidat des forces armées.

L'annonce de ces élections anticipées provoqua un appel d'air pour une campagne nationale et internationale en faveur d'une large amnistie des prisonniers et exilés à l'occasion des fêtes de Noël de 1977. Mais ces attentes furent déçues au vu du nombre limité de personnes que le gouvernement accepta de gracier. C'est dans ce contexte que, le 28 décembre, quatre femmes de mineurs de Siglo XX dont les époux se trouvaient emprisonnés ou licenciés, initièrent une grève de la faim, accompagnées de leurs enfants. Elles relayèrent alors une série de demandes qui circulaient à cette époque : amnistie générale pour tous les prisonniers ou exilés politiques, réintégration des salariés congédiés à cause de leurs activités syndicales, autorisation des organisations syndicales, suppressions des « zones militaires » dans les centres

²⁰ J.-P. Lavaud, *La Dictature empêchée. La grève de la faim des femmes de mineurs, Bolivie 1977*, Paris, CNRS Editions, 1999, p. 47.

²¹ Tels furent notamment les cas des généraux Selich (1973) et Zenteno (1976). Voir *ibid.*, p. 48.

²² *Ibid.*, pp. 51-52.

miniers²³. Accueilli par l'archevêché de La Paz, ce premier piquet de grève fit boule de neige et mobilisa mille deux cents personnes, réparties dans vingt-huit groupes installés principalement dans des églises et composés de parents de détenus de l'Université Mayor de San Andrés, de l'Assemblée permanente des droits de l'homme de Bolivie (APDHB) et de l'Union des femmes de Bolivie.

Très vite, une des premières grévistes, Domitila Chungara²⁴ devint la porte-parole d'un mouvement qui, grâce à des réseaux de mobilisation préexistants et à la couverture radiophonique, suscita le soutien puis l'adhésion d'une multiplicité d'organisations, notamment la Fédération syndicale des travailleurs des mines de Bolivie – qui appela à une grève générale – et la Confédération nationale des ouvriers paysans de Bolivie. Il en fut de même pour des personnalités conservatrices mais hostiles à la dictature telles que l'ancien président Luis Adolfo Siles Salinas. Aspect crucial souligné par Jean-Pierre Lavaud, parmi les diverses ressources fournies par l'APDHB, organisation appartenant à l'aile progressiste de l'Eglise catholique, son « langage commun des droits de l'homme » devint une « idéologie mobilisatrice et fédératrice »²⁵ qui accompagna les manifestations de rue et les débrayages. Lorsque le gouvernement délogea et emprisonna les grévistes le 16 janvier, le reste de la hiérarchie de l'Eglise bascula dans le camp des contestataires, au point de menacer le président d'excommunication. Pis, des généraux à la retraite, parmi lesquels d'anciens ministres, publièrent un document réclamant expressément sa démission²⁶.

Acculé, le général Banzer céda sur toutes les revendications des grévistes. Le 9 juillet 1978, jour des élections, la fraude en faveur du candidat militaire fut d'une telle ampleur et les protestations si généralisées que Banzer rompit avec Pereda le 19 juillet. Ce dernier prit le pouvoir, mais fut à son tour renversé en novembre 1978 par de jeunes officiers qui convoquèrent de nouvelles élections pour le 1^{er} juillet 1979. Mais la fragilité des gouvernements successifs, la polarisation entre les différents partis politiques, le maximalisme des syndicats ouvriers et la volonté de certains officiers et généraux de l'armée de rester au pouvoir retardèrent jusqu'en 1982 l'arrivée d'un président élu qui ne serait plus renversé par les forces armées.

En somme, les quatre longues et difficiles années de transition démocratique qui débutèrent en 1978 furent la conséquence de la fin précipitée d'une présidence qui ambitionnait de transformer l'économie du pays à l'aide d'un arsenal juridique particulièrement répressif et exhaustif, mais qui avait progressivement perdu les soutiens internes et externes dont elle disposait lors du coup d'Etat de 1971.

²³ Les informations contenues dans ce paragraphe et le suivant sont puisées dans le livre de référence en français sur les grèves de la faim de 1978 : J.-P. Lavaud, *La Dictature empêchée*, op. cit., 1999. Voir Introduction (pp. 9-10), Chapitre I (pp. 55-56), Chapitre II (pp. 75-80, 83, 97-98), Chapitre III (pp. 137-138), Chapitre IV (pp. 166-167).

²⁴ Domitila Chungara (1937-2012) jouissait déjà d'une reconnaissance médiatique grâce à un livre témoignage qui avait été publié quelques mois plus tôt. Voir D. B. de Chungara, *Si me permiten hablar-testimonio de Domitila, una mujer de las minas de Bolivia*, Mexico, Siglo XXI, 1978.

²⁵ J.-P. Lavaud, *L'Instabilité politique de l'Amérique latine*, op. cit., pp. 116 et 155.

²⁶ A. L. de la Calle, « Una huelga de hambre cambió los planes de Banzer », *El País*, 10 février 1978.